



SECEF

**Fédération Départementale
des Centres Sociaux et
Socio-culturels de la Moselle
76, sente A My
57000 METZ**

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 / 12 / 2024**



Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absolu** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS.....	3
COMPTES ANNUELS	7





RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS





Mesdames et Messieurs
Les membres de la FDSCM
76, rue Sente A My
57000 METZ

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée gestionnaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » en fin du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du début de l'exercice à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les bases et méthodes prises en considération pour les estimations des provisions constituées en vue de faire face à des créances dont le règlement semble compromis ou à d'autres risques.





Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous vous signalons qu'aucun document destiné à être présenté aux membres de l'assemblée générale (document autre que les comptes annuels) ne nous a été communiqué au jour où nous établissons le présent rapport. Nous ne nous prononçons donc pas sur la sincérité et la concordance entre les informations données dans ces éventuels documents et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

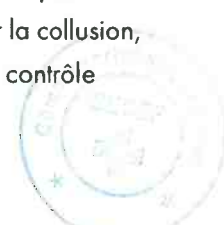
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;





- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SARL SECEF



Denis PIVERT





COMPTES ANNUELS



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 786	4 786		301
Immobilisations corporelles	103 474	58 191	45 283	59 045
Immobilisations financières				530
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	108 260	62 977	45 283	59 876
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	109 034		109 034	92 604
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	166 408		166 408	210 790
Caisse				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	275 442		275 442	303 394
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 535		1 535	7 482
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	1 535		1 535	7 482
TOTAL GENERAL	385 237	62 977	322 260	370 752

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents

autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :



Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	110 188	110 188
Résultat de l'exercice	-2 520	-24 969
Report à nouveau	-6 185	18 784
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	101 483	104 004
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement	38 613	53 393
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	140 096	157 396
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	32 505	42 257
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	29 021	38 831
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 357	10 658
Autres	114 280	75 219
TOTAL DETTES	149 658	124 708
Produits constatés d'avance		46 391
TOTAL GENERAL	322 260	370 752

(1) Dont à plus d'un an (a) 18 989
 Dont à moins d'un an (a) 130 670

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours



Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	221 670	226 323
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	175 703	168 472
Cotisations		
Autres produits	18 899	12 777
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	416 272	407 572
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	150 769	157 486
Impôts, taxes et versements assimilés	4 654	4 660
Rémunérations du personnel	193 667	195 508
Charges sociales	75 016	74 363
Dotations aux amortissements	17 872	22 910
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	1	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	441 979	454 927
RESULTAT D'EXPLOITATION	-25 707	-47 355
PRODUITS FINANCIERS	1 691	1 962
CHARGES FINANCIERES	773	991
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 370	23 920
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 026	2 480
IMPOTS SUR LES BENEFICES	76	25
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 520	-24 969
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	11 632	
Dons en nature	16 496	
Total	28 128	
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	11 632	
Prestations		
Personnel bénévole	16 496	
Total	28 128	

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : F.D.C.S.M.

La Fédération Départementale des Centres Sociaux de Moselle a pour but de regrouper les centres sociaux et socioculturels de Moselle, de les représenter et de favoriser leur développement dans le respect de la Charte Nationale des Centres Sociaux de France. Au 31 décembre 2024, elle est composée de 12 administrateurs(trices) et de 4 salarié(e)s

L'action de la fédération rayonne sur le département et, en coopération avec les 6 autres fédérations de centres sociaux existantes, sur l'ensemble de la région Grand Est :

- Lieu de ressources :
- Concertation et veille auprès des institutions locales, départementales et régionales.
- Développement de nouveaux partenariats.
- Accompagnement des structures « Animation Vie Sociale ».
- Qualification des acteurs(trices).
- Représentation et promotion du projet :
- Représentation des centres sociaux auprès des partenaires et des services de l'Etat.
- Production de textes, de documents qui explicitent l'action des centres sociaux.
- Plateforme et animation du réseau :
- Organisation et animation d'échanges de pratiques, d'expériences et de savoirs entre les salarié(e)s et les administrateurs(trices).
- Réactivité face aux demandes des adhérent(e)s.
- Garantie du sens et animation de la vie associative :
- Accompagnement des centres sociaux dans les valeurs et les principes d'action du réseau fédéré.
- Travail sur le renouvellement des instances et la mise en place du travail associé entre bénévoles et professionnel(le)s.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 322 260 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 2 520 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 06/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une comptabilisation en provisions.

Valorisation du bénévolat

La valorisation du bénévolat pour l'exercice 2024 a été réalisée et s'élève à hauteur de 16 496.40 €. Cette valorisation a été quantifiée selon les modalités suivantes, actées par le Conseil d'Administration fédéral :

- La collecte des informations pour quantifier la valorisation : le tableau « Evaluation valorisation bénévolat année 2024 » pour collecter les participations aux instances fédérales, commissions et autres. Un référent collecte a été désigné.
- La quantification : les activités quantifiables sont les participations aux instances fédérales, commissions de travail, rencontres de travail avec les salariés fédéraux et toutes les représentations fédérales. L'unité de temps appliquée sera l'heure de participation.
- La valorisation : l'attribution d'une valeur horaire par type de fonctions proposée dans le document : SMIC chargé x 3 pour l'expertise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 786			4 786
Immobilisations incorporelles	4 786			4 786
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 102			2 102
- Matériel de transport	77 650			77 650
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 913	3 809		23 723
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	99 665	3 809		103 474
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	530		530	
Immobilisations financières	530		530	
ACTIF IMMOBILISE	104 981	3 809	530	108 260



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 485	301		4 786
Immobilisations incorporelles	4 485	301		4 786
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 102			2 102
- Matériel de transport	20 707	15 530		36 236
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	17 812	2 041		19 852
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	40 620	17 571		58 191
ACTIF IMMOBILISE	45 105	17 872		62 977



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 110 569 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	109 034	109 034	
Charges constatées d'avance	1 535	1 535	
Total	110 569	110 569	

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	110 188	-24 969		-24 969	110 188
Report à Nouveau	18 784			24 969	-6 185
Excédent ou déficit de l'exercice	-24 969	24 969		2 520	-2 520
Situation nette	104 004			2 520	101 483
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	53 393			14 779	38 613
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	157 396			17 300	140 096

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	42 257			9 752	32 505
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	42 257			9 752	32 505

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	9 752
Financières	
Exceptionnelles	

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 149 658 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	29 021	10 033	18 989	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 357	6 357		
Dettes fiscales et sociales	36 106	36 106		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	78 174	78 174		
Produits constatés d'avance				
Total	149 658	130 670	18 989	

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

9 810

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	4 304
CONGES A PAYER	15 536
AUTRES CHARG.PERS.A PAYER	1 019
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	8 050
Total	28 909



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT.D AVANCE	1 535		
Total	1 535		



Autres informations

Engagements de retraite

L'engagement a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 32 505 euros
- Un salarié démissionnaire en avril 2025 n'est pas inclus dans le calcul de l'engagement au 31/12/2024

